

LES PLUS GRANDES DECEPTIONS NAISSENT DE GRANDS ESPOIRS

Le moins que l'on puisse dire est que l'élection puis l'investiture du quarante-quatrième président des Etats-Unis ont déclenché l'enthousiasme. Dans un pays qui a connu l'esclavagisme et la ségrégation, dans un pays où existe une organisation raciste particulièrement radicale, le Ku Klux Klan, dans un pays basé sur le communantisme et où les violences et émeutes raciales sont toujours d'actualité, que l'élection d'un président métis soit source de fierté et d'espoir pour les afros américains est parfaitement compréhensible.

Par ailleurs, après des années d'administration Bush marquées par une politique extérieure belliciste et impérialiste financée au détriment de toute action sociale, il est logique que la classe ouvrière américaine (ou tout au moins une partie de celle-ci, les militants ouvriers américains ne sont pas dupes) s'enthousiasme pour l'avènement au pouvoir de Barak Obama. L'euphorie dépasse d'ailleurs largement les frontières américaines et frise parfois le ridicule, lorsque, par exemple, notre Marie-Ségolène nationale déclare que l'équipe d'Obama s'est inspiré de sa campagne présidentielle de 2007. Mais, pour qui sait raison garder, que peut-on réellement attendre de la présidence de Barak Obama?

Ne tombons pas dans le racisme à l'envers, la couleur de peau du nouveau héros américain ne le pare pas de toutes les vertus et n'en fait pas, automatiquement, un authentique réformateur. Aux Etats-Unis, les inégalités sociales sont encore plus importantes que les inégalités raciales. Or, Barak Obama est un membre éminent de l'establishment. Il a été élevé dans un milieu blanc et bourgeois (il a d'ailleurs inscrit ses filles dans une école privée). Il est membre d'une faction puissante et conservatrice du parti démocrate de Chicago et sa campagne électorale a été financée en grande partie par les multinationales et les banques. Ce qui explique sans doute qu'il n'a pas tardé à renoncer à sa promesse d'augmenter les impôts des plus riches de 35 à 39 %.

Obama a laissé entendre que sa politique en matière de relations étrangères sera une rupture avec celle menée par Bush. Qu'en est-il? Certes, il suspend les procès des prisonniers de Guantanamo et promet la fermeture de cette prison d'exception qui viole l'ensemble des droits de l'homme. Mais pourquoi attendre un an pour le faire?

Le nouveau président procédera certainement à un retrait symbolique des troupes américaines en Irak. Pour autant, il paraît tout aussi certain que les Etats-Unis conserveront des bases permanentes dans ce pays et un doublement des troupes en Afghanistan est d'ores et déjà annoncé. A cet égard, la composition du cabinet Obama est significative. Robert Gates, à la défense, est ce qu'on appelle un faucon et Hillary Clinton, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, a voté en faveur de la guerre en Irak.

On connaît l'influence des groupes religieux dans l'administration Bush. Là encore, il semble qu'Obama se situe dans la continuité de son prédécesseur. Il a, en effet annoncé son intention d'étendre et de renforcer la «*Faith-Based-Initiative*», un programme établi en 2001, au début d'un premier mandat de Georges W. Bush et qui permet à des associations religieuses caritatives de gérer des fonds publics destinés à l'action sociale contre la pauvreté. Une version US de la subsidiarité en quelque sorte... N'est-ce pas Vladimir Poutine, cynique mais lucide, qui est dans le vrai lorsqu'il déclare: «*Les plus grandes déceptions naissent de grands espoirs*»? En France, patrie des «*décus du socialisme mitterrandien*», cette petite phrase devrait logiquement trouver un écho.

Soyons clair, si le mouvement ouvrier international doit observer avec espoir ce qui se passe aux Etats-Unis, ce n'est pas l'élection d'Obama qui est porteur de cet espoir, c'est la multiplication des manifestations contre la guerre ou contre les attaques portées à la classe ouvrière au nom de la crise du capitalisme, c'est un certain regain du syndicalisme, notamment parmi les employés de service issus de l'immigration... Wait and see...

Christophe BITAUD

L'ANARCHO-SYNDICALISTE
19 rue de l'Etang Bernard -REZE
Abonnement pour 20 n°: 30 euros Abonnement de soutien : 40 euros
A verser à : ASSOCIATION DES GROUPE FERNAND PELLOUTTER
CCPNANTES: 9998 28 D
19, rue de l'Etang Bernard 44400 REZE
Imprimerie Spéciale de l'Anarcho-Syndicaliste
Directeur de publication: A.HEBERT

LE RETOUR DES VIEILLES LUNES EN MATIERE SALARIALE

Le gouvernement Sarkozy-Fillon ne pourra échapper à la question centrale, c'est-à-dire celle qui porte aujourd'hui sur la revalorisation du pouvoir d'achat au premier lieu celui des salaires, puis des pensions de retraite et des allocations sociales de divers ordres.

La crise économique mondiale, dont la classe ouvrière n'est pas responsable, ne peut être invoquée à tout moment dans le seul but d'évacuer le problème. Le président de la République, représentant de l'Etat à son plus haut niveau, ne peut plus se défausser, à la façon dont il le fait pour les travailleurs des Antilles, «*que seul le patronat privé serait compétent pour trouver une solution aux questions salariales*».

A situation exceptionnelle, décision exceptionnelle. On a pu le constater en 1936, comme en 1968, comme en 1981, la puissance politique se trouvant obligée d'intervenir en matière de salaire minimum et de pouvoir d'achat. Certes, en dehors des personnels dépendant de l'Etat et des collectivités territoriales, les salariés du secteur privé sont régis par les conventions collectives négociées entre les syndicats de salariés et les syndicats patronaux des branches professionnelles, dans le cadre de «*commissions paritaires*». Toutefois, il est bon de le rappeler: en cas de carence de l'organisation patronale, les pouvoirs publics ont la possibilité légale de s'ingérer dans le système contractuel pour convoquer ce qu'on nomme dans le jargon pratique «*la commission mixte*», présidée par un représentant du Ministère du Travail, en l'occurrence l'Inspecteur du Travail. On sait aujourd'hui que ce mécanisme, soumis lui-même aux pressions libérales, est devenu obsolète dans de nombreux secteurs.

Il faut ajouter que la liquidation du secteur financier et manufacturier comme la tendance à sortir du collectif pour «*le tout-entreprise*» ont débouché sur la dislocation complète de l'édifice contractuel et social.

Au vrai, la multitude de petites entreprises représente aujourd'hui 90% du secteur productif, produisant une désertification sociale, sans aucune codification en dehors du SMIC, qui devient dans de nombreux cas le salaire minimum, moyen et maximum. C'est ce qu'on nomme la précarisation.

La mondialisation et l'économie mondiale ont permis aux groupes multinationaux d'agir et de faire pression sur les différents gouvernements, afin d'obtenir des conditions d'exploitation de la force de travail, fondée sur le moins-disant social favorisant les délocalisations industrielles avec les conséquences que l'on sait.

La crise mondiale du pouvoir d'achat échelonnée depuis 20 ans a ouvert la voie à l'édification d'une économie fictive où la spéculation financière bat son plein, condamnant par relation le mode de production capitaliste.

Or, les thèses actuelles portant sur un «*socialisme sociétal*» sans références historiques sont un alibi tendant à perpétuer le système d'exploitation actuel. Pour les dirigeants du capitalisme mondial, la crainte d'une grande conflagration sociale les porte à l'organisation d'un corporatisme universel où les forces du capital et ouvrières se retrouveront en osmose pour le maintien des équilibres actuels.

Dans ce contexte, la Confédération syndicale internationale se positionne dans une fonction d'«*union sacrée*», se contentant non pas de contester le système, mais s'impliquant sur la base d'un syndicalisme non plus de contestation mais d'accompagnement, gestionnaire du système dominant. En France, Sarkozy, confronté à la crise sociale, en vient à nous ressortir la vieille lune des «*trois tiers*»: profits, investissements, salaires.

Mon passé syndical me reporte aux années 1960, quand déjà le patronat rebâchait la formule avec celle du «*salaire progressif*» basé sur le partage de la productivité, produit de l'idée d'Eugène Schueller, fondateur de la société l'Oréal, puisée dans la cogitation sociale de la Charte du Travail inventée dans les années 1940-1944 par le régime de Vichy.

La question des salaires et du pouvoir d'achat sera résolue sur la base du rapport de force syndicale, et sur le seul terrain de la lutte des classes.

Les faits sont têtus. Sarkozy et ses affidés seraient bien inspirés de se reporter à l'histoire.

Cela n'a jamais fait de mal à personne, même si celle-ci ne se répète jamais de la même façon.

Roger SANDRI
Informations Ouvrières 19-28 février 2009

LES JOIES DE LA MONDIALISATION ET DE L'ECONOMIE DE MARCHÉ ?

Lu dans «Le Monde Informatique» édition du 17-02-09;

IBM n'a pas encore levé le voile sur son projet de restructuration. Pourtant la direction de Big Blue aux Etats-Unis et au Canada réfléchit actuellement à une alternative aux suppressions de postes qui ont déjà eu lieu: ainsi, les salariés américains et canadiens dont le poste a été supprimé ont appris qu'ils pourraient sauver leur emploi s'ils acceptent d'aller travailler dans les divisions d'IBM au Brésil, en Inde, en Chine ou dans une douzaine d'autres pays à bas coûts.

Cette solution a été proposée aux salariés qui ont perdu leur emploi, dans le cadre d'un programme baptisé Project Match. Ce plan prévoit le versement d'une aide financière qui devrait compenser les frais liés au déménagement et à l'obtention de visas pour faciliter la transition de certains salariés vers l'international. Mais si ces derniers optent pour l'expatriation, ils abandonneront leur salaire actuel au profit de la rémunération locale en vigueur. «*Les collaborateurs qui accepteront d'être transférés devront être prêts à travailler selon les termes et les conditions du marché local*», a précisé la direction du constructeur. Doug Sbelton, l'un des porte-parole d'IBM, a certes reconnu que ce programme ne pouvait pas convenir à tout le monde, mais qu'il pouvait s'agir d'une solution de rechange pour les collaborateurs dont les emplois ont été supprimés.

En France, la publication, il y a quelques mois, d'une offre d'emploi ANPE pour un poste d'informaticien à pourvoir à Pondichéry, en Inde, assortie d'un contrat de droit local, avait suscité la polémique.

Syndicalisme rassemblé ...Syndicalisme intégré !!!

Courrier adressé par Patrick BROSSARD, métallurgiste, au secrétaire de l'U.D. CGT-FO 44, le 21 janvier 2009:

«Mon cher camarade,

C'est un fait inhabituel, mais il me fallait t'écrire, à toi qu'ainsi aux Membres du Bureau et aux Membres de la CA de l'UD. L'UD de Loire Atlantique a été à l'avant-garde dans l'organisation que nous sommes, une instance de réflexion où le débat était ouvert, et où les divergences étaient un appui pour avancer dans nos analyses. C'est ce qui permit le «Double NON» au référendum de De Gaulle, ainsi que le NON à Maastricht.

J'étais fier que mon UD ait eu la justesse d'analyse à partir de débats démocratiques de prendre une décision aussi courageuse. Refuser la mise en place de l'Europe Vaticane, c'est-à-dire le refus du retour au Moyen Age.

Depuis, à l'U.D., nous avons refusé le projet de Constitution Européenne, mais j'allais oublier entre autres notre opposition au Plan Juppé-Notat. Tu conviendras que sur cette orientation, beaucoup de militants dans la plus grande pluralité d'esprit et d'action s'y retrouvaient. Mais, aujourd'hui, force est de constater qu'il y a une dérive qui s'est installée. Pourquoi a-t-on abandonné la revendication des 37,5 au profit du blocage des compteurs à 40 ans alors que dans le dernier ou premier nouvelle mouture de l'Ouest-Syndicaliste, «L'OS », tu fais référence au 37,5?

Pourquoi ne pas avoir exigé le retrait de la signature par Mailly sur la loi très controversée «de modernisation du marché du travail», alors que les 3/4 des UD et Fédérations ont rejeté cette signature?

Comment sommes-nous arrivés à traiter des camarades de «jaunes» et dire «qu'avant on leur cassait la gueule», propos insultants pour ceux des camarades qui divergent dans l'analyse de la situation ?

Pourquoi vouloir nous faire participer à une manifestation le 29 janvier qui, de mon point de vue, est ambiguë et où les divergences sont mises de côté dans le seul but avoué, c'est de faire tomber la pression dans l'opinion publique ?

A ce propos, comme le dit Michel Leroy dans sa circulaire préparatoire à la manifestation du 29 janvier 2009 : «Nous avons accepté un accord à minima sur pression de la CGT et de la CFDT et nous restons sur l'appel des Confédérations. Pour ma part mes chers camarades, je ne suis pas aux ordres de ceux-ci ou de quiconque.

Dès lors, plusieurs contradictions demeurent, entre autres: il nous fallait accepter la revendication incroyable de manifester pour la défense des 35 heures, alors que nous l'avons condamnée sous les fenêtres de Jean Marc Ayrault au cri de loi Aubry - loi pourrie...

En 1995, nous avons su prendre nos responsabilités, même si nous étions isolés au début, l'organisation s'est développée du fait de notre indépendance, demain, nous serions dans une *même manifestation avec des revendications différentes? Comment, aux yeux de l'opinion, peut-on se démarquer dans de telles conditions ?*

Concernant la C. S. I, pourquoi dans l'avant dernier numéro, tu reconnais le caractère nocif de celle-ci, comme nous aurions pu nous en douter, alors que justement, tu as donné ton aval à celle-ci ?

Je constate, malheureusement, que l'on veut nous faire aller vers le syndicalisme rassemblé, où nous ne pourrions rien faire sans les autres, et où Mailly devient un incontournable de Sarkozy avant chaque sommet du G7 ou du G20. Pour ma part il n'a pas la charge de l'Etat, ni celle de gérer l'intérêt général.

Après avoir énoncé des questions qui, me semble-t-il, méritent réponse, mais aussi, dans les actes et dans les faits, je terminerai par un appel au bon sens.

Une page à Airbus vient de se tourner, mais je pense qu'une autre va faire de même quant à l'avenir de la section Airbus Bouguenais en syndicat Airbus de Nantes et Région, si de mauvaises habitudes perdurent au syndicat des métaux de Nantes. Pour terminer, je pense que la mutation dans l'Ouest- Syndicaliste s'inscrit dans cette dérive, et je me méfie toujours des mutations car elles sont souvent source de renoncement. Il y a de vrais problèmes auxquels nous sommes confrontés, il nous revient, comme en 1995, d'y apporter des réponses claires et non ambiguës.

Sois assuré, mon cher camarade, de mon attachement viscéral à l'indépendance de l'organisation.»

Correspondance à propos du POI...

Un abonné fidèle à l'Anarcho-syndicaliste nous a adressé le message suivant :

«Bonjour. Depuis quelque temps, je me pose une question: l'UAS ou les anarcho-syndicalistes de l'UAS font-ils partie du POI ? Le site «uas.eit.free.fr» indique que l'UAS est membre de l'EIT (comme le POI) et mentionne l'adresse du POI (87, rue du fg St Denis à Paris). Le site du POI présente les 4 courants qui le composent dont le courant anarcho-syndicaliste (aucun article n'est d'ailleurs présenté par ce courant). Dans l'anarcho- syndicaliste n°135 de septembre 2008, en page 3, un petit article sur un «nouveau» parti semble très critique à l'égard du POI. Alors, qu'en est-il réellement ? Avez-vous adopté des textes qui précisent l'état de vos relations avec le POI ? Si oui, pourrais-je en être destinataire ?

Merci par avance de me répondre. Salutations.»

ce qui m'a amené à lui donner un début de réponse, étant bien entendu, que le débat demeure ouvert.

«Rezé, le 10-02-09,

Mon cher camarade,

Comme suite à ton message du 26 janvier dernier, je réponds à la question que tu poses: l'UAS, en tant que Groupe ne fait pas partie du P. O. I. Cela étant, rien n'interdit à personne de se prétendre «anarcho-syndicaliste» et, à ce titre, participer à la vie de telle ou telle organisation politique!!

En ce qui me concerne, comme je me définis, depuis toujours, comme un anarchiste individualiste et que j'ai inscrit mon activité syndicale dans la tradition de Fernand Peloutier, il est totalement exclu que je puisse être membre d'un parti politique militant pour la «prise du pouvoir» démocratiquement ou non !

Je comprends néanmoins tes interrogations. Les nécessités de la construction de la C.G. T.FORCE-OUVRIERE m'a amené, au lendemain de la scission de 1947, à militer et passer des accords avec des militants de différentes «sensibilités». Ce fut notamment le cas avec Pierre LAMBERT mais aussi avec des «réformistes» et certains «sociaux démocrates».

Bien entendu, ce genre de contacts a été utilisé pour donner de moi une image qui ne correspond pas à la réalité.

En fait, je me suis efforcé de rassembler dans les syndicats tous ceux qui affirmaient vouloir leur indépendance tout en conservant ma conviction qu'on ne peut, à la fois, être du côté des opprimés, des exploités et de celui du pouvoir!

Mais tout cela exigerait de plus amples développements. C'est pourquoi nous envisageons, au printemps, l'organisation d'une «réunion débat» qui devrait permettre une confrontation entre nous sur nos choix, par exemple, sur le rôle et la place de l'autorité dans les sociétés humaines et celui de l'Etat en tant qu'instrument du maintien de l'ordre au service des classes dirigeantes. Autrement dit, BAKOUNINE ou Karl MARX ?... le rôle et la place de «l'esprit grégaire» dans l'assujettissement de tant d'hommes à «la servitude volontaire».

En ce qui concerne «l'Entente Internationale», il est exact que, formellement, l'UAS en est membre, mais la vérité m'oblige à constater qu'elle demeure sous le contrôle exclusif des militants du C. C.I. dont la tolérance n'est pas la principale qualité. Ce qui ne m'empêche pas de considérer que ce «rassemblement» présente de l'intérêt.

Voici, mon cher camarade, quelques explications sommaires, qui, je l'espère, te permettront de t'y retrouver dans les affirmations contradictoires qui circulent dans nos milieux.

Cordialement à toi.»

EN VRAC

«La guerre, c'est comme l'amour, il arrive toujours un moment où il faut aller au contact».
Napoléon BONAPARTE

Ségolène telle qu'en elle-même...

Elle vient de nous gratifier d'un bouquin qui recense ses conversations, d'octobre 2007 à novembre 2008, avec une journaliste (1).

Premières impressions : elle est d'une vanité tellement touchante que, dans un premier temps, on ne peut pas lui en vouloir. Le livre, elle le dédie à Nelson Mandela! Ben, pourquoi pas? C'est un bon moyen d'engranger ses années de prison, sans les avoir faites. Dans ce domaine, avec Sarko, ils font une fameuse paire. En outre, elle a l'élégance, pour ne pas dire la coquetterie, de nier qu'elle se «victimise», tout en continuant de le faire sans barguigner. Ce cynisme de ne louper aucune occasion d'escroquer le bon populo, est un autre point commun avec Nicolas 1er. Ah! Les politiciens ! Disait le grand Charles ...qui en fut un fameux. Enfin, cette quasi certitude d'être là «la prochaine fois», malgré ses états d'âme à la sincérité peu fiable quand elle prétend douter. Et ce qui revient le plus souvent, sous diverses formes : « je suis en fait très sûre de moi » (2).

Que cela lui plaise ou non elle est cléricale. Deux mots qui reviennent souvent : métaphysique et transcendance. A ce dernier, Jacques Prévert a réglé son compte dans "Spectacle":

*Il y a des gens qui dansent sans entrer en transe
et il y en a d'autres qui entrent en transe sans danser.
Ce phénomène s'appelle la Transcendance
et dans nos régions il est fort apprécié.*

Et ça me fait rigoler quand je lis : «il y a un besoin de transcendance chez chacun, personne ne peut vivre sans spiritualité» (3). Et à la page suivante : «...oui. j'ai soif d'absolu». Et encore à la suivante: «Il y a dans les textes religieux des vérités immuables». Si elle le dit ... Et elle donne comme exemple «Aimez-vous les uns les autres». Sauf que quand je lis le Nouveau testament et que je tombe sur cette phrase, je me rapporte au contexte, lequel montre que cette invitation s'adresse aux croyants et seulement aux croyants. Je me souviens d'avoir traduit l'ensemble, il y a longtemps, par «Croyez en moi, donc soyez cons, et aimez- vous les uns les autres». C'est indéniable: c'est une cléricale. Un excellent vecteur de la doctrine sociale de l'Eglise. Et il y a pire: « Votre explication est convaincante mais je ne crois pas que nous décidons de tout. Je crois au destin aussi. Je suis frappée par les destins » (4). C'est sûr qu'elle est frappée... Il paraît qu'elle a été choquée parce que «...un ancien Premier Ministre suggère à dix journalistes éberlués que l'ancienne candidate socialiste à la présidentielle serait un nouveau Marcel Déat en jupons» (5). Si c'est loin d'être une certitude, l'hypothèse n'est pas invraisemblable. Son goût de l'affect de masse (qui servait à Hitler et Mussolini pour soulever les foules), sa prétendue «démocratie participative» qu'elle a du mal à bien définir, la manipulation qui a conduit à sa nomination comme candidate et ce sentiment qu'il «y a quelque chose en moi qui appartient désormais aux autres»(6). Il n'est pas improbable qu'elle ne sache pas ce qui s'est vraiment passé dans les années 30 à la SFIO. Quant aux journalistes leur ignorance est certaine. Enfin, je dois vous avouer que le bouquin m'est tombé plusieurs fois des mains tellement il m'endormait.

GAZA

Soyons clairs. Vu le rapport des forces actuels dans les sociétés, la revendication des Palestiniens d'avoir un Etat palestinien paraît légitime. Il sera toujours temps de le critiquer quand il existera. Si cela peut apporter quelques décennies de paix aux proche-orient je ne suis pas dogmatique.

Parallèlement, pas question de soutenir ceux qui veulent renvoyer les Israéliens à la mer. Même si la politique menée par les divers gouvernements d'Israël depuis des décennies est à vomir Mais certains commentaires diffusés pendant la dernière guerre de Gaza sont débiles et démagogiques. «Ils ont tué des enfants!». Et alors, ces gens ne savent donc pas que la guerre c'est dégueulasse.

Même si j'étais gamin, j'étais vivant pendant la deuxième guerre mondiale. Même si j'étais loin des zones dangereuses, les informations finissaient par arriver, surtout après la libération. Croyez- vous que les Alliés, quand ils organisaient les bombardements de masse des villes allemandes, se souciaient de savoir s'il y aurait des enfants qui seraient tués par leurs bombes? Ils s'en foutaient quand ils ne le souhaitaient pas, pour saper le moral des populations civiles. Sous réserve que ma mémoire ne me joue pas un tour, il me semble que le bombardement de Dresde, en avril 1945, avec des bombes incendiaires a fait plus de morts que la bombe d'Hiroshima. Il y a eu des humains, enfants ou adultes, qui ont cru se sauver en se réfugiant dans des piscines. Ils sont morts bouillis. Bien sûr, ce n'était que des «Boches»...et ils avaient porté Hitler au pouvoir démocratiquement. Pour continuer sur la responsabilité collective, il me semble bien que les Palestiniens de Gaza ont laissé le Hamas, ce ramassis de fanatiques religieux, massacrer leurs opposants politiques...et qu'ensuite, ils ont voté pour lui. Faut-il les traiter de «bougnoles» pour cela, pour faire le pendant aux «boches»?

On comprend que les citoyens israéliens n'apprécient pas d'être les cibles de roquettes tirées au hasard. On peut même imaginer que, pour donner des prétextes aux va-t-en-guerre israéliens, le Mossad manipule des Palestiniens. On a vu pire dans les coups tordus des services secrets. Mais les gens du Hamas sont tellement cons et salauds qu'ils n'ont pas besoin d'être manipulés.

Bien sur, il y a aussi des fanatiques religieux en Israël, mais il n'y en a pas encore eu comme premier ministre, même s'ils s'en rapprochent de plus en plus.

Je ne peux pas terminer cette chronique sans me rappeler ce que nous disait un prof d'histoire au lycée: «Messieurs, n'oubliez jamais que la «question d'Orient» emmerde l'humanité depuis quatre à cinq mille ans. et ce n'est pas fini !».

Marc PREVOTEL

(1)Ségolène Royal et Françoise Degois, Femme debout, Denoël Paris 2009, 288p.

(2)p.37. (3)p.98. (4)p 120. (5)p 260. (6)p 274